

protectionnistes, mais lorsqu'ils ont dû porter la responsabilité de l'administration des affaires nationales, il leur a fallu refouler leurs propres sympathies et suivre, comme leurs prédécesseurs, la doctrine de protection qui est à la base de la vie nationale du Canada.

Les Etats-Unis ont basé leur politique fiscale sur la protection, depuis le commencement de leur histoire; le parti républicain y est le défenseur de la protection, tandis que les démocrates professent d'être opposés au principe des tarifs élevés, cependant, le parti démocrate au pouvoir, a toujours maintenu un tarif plus élevé que tout tarif imposé au Canada.

Ce petit précis historique nous montre que la politique canadienne depuis la Confédération, tout comme celle des Etats-Unis, a été basée sur les principes protectionnistes et opposée au libre-échange.

Chaque fois qu'il a été question d'une élection générale au Canada, nous avons eu à lutter contre les adversaires de la protection, et, aujourd'hui qu'une élection générale apparaît comme prochaine, il nous faut faire face à la même hostilité qu'autrefois. Le parti libéral adopte la même attitude qu'avant 1896—et fait appel à tous les appétits; aux libéraux dans les campagnes et aux protectionnistes dans les villes; il fait flèche de tout bois et tend sa voile à tous les vents. D'un autre côté, il y a le parti des Fermiers organisés, qui se proclament libre-échangistes, condamnent tous les tarifs et prêchent un mode unique d'impôts, dont ils ne connaissent pas le premier mot et qui est aussi chimérique que leurs autres idées sur les questions générales de gouvernement.

Sans vouloir entrer dans une longue discussion des mérites respectifs de la protection et du libre-échange, je pose en principe que la politique fiscale d'un pays doit être basée entièrement sur la situation qui le confronte. Un pays n'est pas fait pour les besoins des politiques financières, mais les politiques sont faites pour les besoins des pays, et en adoptant une ligne de conduite, on doit se laisser guider par les besoins du moment. Le Canada occupe la moitié du continent de l'Amérique du nord et renferme toutes les ressources voulues pour que son peuple devienne une grande nation, une nation qui devrait en définitive devenir aussi virile et aussi grande que celle de nos voisins du sud. Nous avons une population d'environ neuf millions d'habitants, tandis que leur population est de cent vingt millions. En un peu plus d'un siècle, ils sont devenus l'une des plus grandes

nations du monde et dominant aujourd'hui la plupart des pays européens. Les produits de leurs fabriques sont répandus dans toutes les parties du monde et dictent en grande partie les relations internationales que doivent adopter les autres nations de chaque hémisphère. Les deux pays ne sont séparés que par une ligne imaginaire, une ligne faite de côtes marines et de frontières intérieures, sans que l'œil puisse y apercevoir aucune obstruction et, cependant, les Etats-Unis y ont élevé une barrière tarifaire plus élevée et plus formidable que si ses frontières étaient garnies de fortifications. Les produits canadiens entrant aux Etats-Unis ont dû généralement payer une taxe de vingt-cinq à cinquante pour cent. La vie nationale est basée sur l'échange des produits et si cet échange est soumis à des conditions injustes, ou à des termes défavorables à l'un des compétiteurs, il est évident que celui-ci doit en souffrir. Si le Canada doit payer vingt-cinq pour cent de la valeur de ses produits pour en obtenir l'admission aux Etats-Unis, il me semble que c'est de la folie que de tolérer des conditions semblables et de soutenir que ce mode d'échange est favorable au développement national du Canada. Il est inconcevable que quelqu'un d'intelligent puisse prêcher une doctrine aussi absurde. Si nous permettions aux cent vingt millions d'habitants des Etats-Unis de traverser librement nos frontières avec leurs produits, il ne pourrait y avoir que deux résultats; le revenu que nous retirons aujourd'hui de notre tarif de protection disparaîtrait et notre population de neuf millions serait submergée et paralysée par cette lutte inégale.

En considérant la question à ce point de vue, que pourrions-nous faire au Canada dans de telles conditions? Notre population est surtout composée d'agriculteurs, et peut-on prétendre que l'agriculture saurait prospérer au Canada alors que les produits de notre population de neuf millions se trouveraient dans l'impossibilité d'entrer aux Etats-Unis? Le bill Fordney, actuellement à l'étude au Congrès des Etats-Unis reflète la politique de ce pays sur cette question. Où l'agriculteur canadien trouverait-il un marché pour ses produits? L'accès des Etats-Unis lui serait interdit et l'abolition de nos barrières tarifaires détruirait le marché local; il est évident que la vie industrielle au Canada cesserait de fonctionner du moment que nous abolirions le tarif et le marché local d'aujourd'hui aurait tôt fait de disparaître. Nous serions également dans une situation d'infériorité